

## **Appel à l'action de l'OSCE : Réaffirmer un objectif commun**

Nous, anciens présidents en exercice, présidents de l'Assemblée parlementaire, secrétaires généraux et chefs d'autres institutions de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, avons décidé de joindre nos voix au présent appel à l'action à l'occasion du 30<sup>e</sup> anniversaire de la Charte de Paris pour une nouvelle Europe.

Il y a trente ans, la Charte de Paris annonçait l'avènement de la démocratie, de la paix et de l'unité en Europe. Les dirigeants avaient déclaré que l'ère de la confrontation et de la division était révolue. En 2010, les chefs d'État et de gouvernement de l'OSCE ont renouvelé leur engagement en faveur de la vision d'une communauté de sécurité euro-atlantique et eurasiennne libre, démocratique, unie et indivisible, fondée sur des principes fixés d'un commun accord, des engagements partagés et des objectifs communs.

Nous sommes fiers de la longue histoire de l'OSCE en matière de renforcement de la sécurité et de promotion de la stabilité dans toute notre région.

Pourtant, en ces temps actuels difficiles, il reste beaucoup à faire pour réaliser la vision de nos anciens dirigeants. Les divisions et les affrontements géopolitiques, les crises et les conflits, les progrès inégaux dans la mise en œuvre de nos engagements, ainsi que le retentissement croissant d'un certain nombre de menaces transnationales et mondiales constituent pour la communauté de l'OSCE de sérieux défis à notre sécurité commune.

Alors que davantage d'investissements sont nécessaires pour relever ces défis et préserver l'architecture de sécurité européenne établie, nous sommes inquiets de constater qu'au niveau politique, l'engagement à garantir le maintien de la capacité de l'OSCE de relever efficacement lesdits défis est seulement limité. L'échec de la reconduction des quatre principaux chefs des structures exécutives de l'OSCE en juillet dernier n'a été que la manifestation la plus récente de ce manque d'attention politique. Une diminution constante des ressources, en l'absence d'un véritable dialogue politique sur la stratégie de base et les principales priorités de l'Organisation, a de graves répercussions sur les activités des structures de l'OSCE, institutions et opérations sur le terrain comprises.

Les États participants devraient utiliser pleinement le potentiel de l'OSCE pour aider à construire pour nous tous un avenir plus sûr et plus stable.

De manière générale, il est nécessaire d'améliorer le fonctionnement de l'Organisation. Par exemple, nous serions favorables à un processus plus solide, plus ciblé et plus cohérent d'examen de la mise en œuvre des engagements dans toutes les sphères de la sécurité, ainsi que de revitalisation et de renforcement du dialogue entre pairs.

Un espace distinct devrait être consacré au dialogue sur la manière de relever les nouveaux défis et de mettre à jour, si nécessaire, la boîte à outils de l'Organisation. En particulier, l'OSCE devrait continuer de promouvoir le dialogue sur un vaste programme en faveur d'une sécurité globale et coopérative. Mais ses activités programmatiques devraient être rationalisées et recentrées face aux principaux défis à relever dans les domaines où l'Organisation possède une expertise approfondie et un avantage comparatif.

Nous regrettons la dégradation progressive de la boîte à outils politico-militaire, alors qu'il y a grand besoin d'un véritable dialogue sur la sécurité et d'un renforcement de la confiance, notamment pour rétablir celle-ci, élaborer de nouveaux mécanismes de réponse aux crises et mettre l'accent sur les nouveaux risques, comme dans le domaine de la cybersécurité. L'engagement dans la prévention des conflits et le rétablissement de la paix devrait être maintenu, l'accent étant mis en particulier sur les divisions croissantes au sein de nos sociétés.

Étant donné que la COVID-19 a des répercussions sur notre santé et notre mode de vie, une stratégie plus efficace est nécessaire pour relever les défis mondiaux, y compris, mais non exclusivement, le terrorisme et la lutte contre toutes les formes de trafic. Cette stratégie doit être élargie de sorte à inclure une action conjointe efficace pour faire face sans attendre à l'urgence climatique en s'appuyant sur de fortes politiques de protection de l'environnement et en promouvant les objectifs de développement durable convenus. Nous devrions également intégrer l'apport des jeunes générations.

Un soutien politique et des ressources adéquates devraient être fournis à toutes les structures exécutives, et en particulier aux activités des institutions de l'OSCE, afin d'intensifier les efforts visant à protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales, à réaliser l'égalité des sexes, à promouvoir la tolérance et la non-discrimination, la liberté des médias et, plus généralement, la stabilité de nos diverses sociétés, et à renforcer les institutions démocratiques dans tous les États participants. Nous préconisons un soutien fort et continu des activités d'observation électorale dans l'ensemble de la région de l'OSCE.

Des discussions informelles périodiques entre les ministres, en plus des réunions régulières du Conseil ministériel, devraient idéalement guider ce processus. Alors que des nuages plus sombres se profilent à l'horizon, nous avons besoin d'une impulsion décisive pour orienter la communauté de l'OSCE vers la vision et les objectifs ambitieux fixés par nos anciens dirigeants, projet que nous partageons et que nous nous sentons tenus de promouvoir, et pour aider notre Organisation à naviguer dans les eaux troubles qui s'annoncent.